

ZONE UD

* : Définition dans le lexique situé à la fin du règlement

CARACTERE DE LA ZONE

Cette zone correspond à un tissu urbain composé très largement de constructions à destination principale d'habitation* de type pavillonnaire. Elle est en continuité des différentes zones urbaines mixtes de la ville nouvelle et du vieux village. Elle concerne les quartiers situés au nord de la voie ferrée du RER et assure en partie la transition avec le milieu naturel protégé ou à vocation de loisirs.

Ce secteur comprend une bande de constructibilité limitée sur le coteau située à l'ouest de la rue de Ferrières en limite avec la zone N.

SECTION 1 – NATURE DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE UD 1 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- Les installations classées soumises à déclaration ou à autorisation au sens du code de l'environnement)
- Les constructions pour l'exploitation agricole et forestière
- Les aires des gens du voyage,
- Le stationnement des caravanes et des camping-cars d'une durée inférieure à trois mois
- L'aménagement de terrains pour le camping, le stationnement des caravanes
- La création ou l'agrandissement d'un parc résidentiel de loisirs et de tout hébergement léger de loisirs
- L'aménagement d'un terrain pour la pratique des sports motorisés ou loisirs motorisés et de parcs d'attractions
- Les exhaussements et affouillements sauf ceux visés à l'article UD2
- Les dépôts de matériaux, de véhicules ou de déchets de toute nature
- Les garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs
- Les constructions à destination d'activités industrielles*
- Les constructions à destination d'entrepôt*
- Dans la bande de constructibilité limitée n°3 figurant au plan de zonage, toutes constructions nouvelles autres que celles définies à l'article UD2 sont interdites.
- Les nouvelles constructions d'hébergement hôtelier*

ARTICLE UD 2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

- Les installations soumises à déclaration au sens du code de l'environnement à condition qu'elles soient par leur destination liée à l'activité urbaine et que soient prises toutes les dispositions nécessaires pour qu'elles n'entraînent pas de risques ou de nuisances pour le voisinage et dans la limite de 200m² surface de plancher*
- La construction à usage d'artisanat** dans la limite de 200m² surface de plancher*
- La construction à usage de commerce dans la limite de 200m² surface de plancher*
- La construction d'abri de jardin* dans la limite de 7m² surface de plancher*
- L'extension et l'aménagement de constructions existantes, dont la création est interdite, si les conditions suivantes sont respectées de manière cumulative :
 - L'activité existante n'apporte aucune nuisance au voisinage. Si l'activité existante apporte des nuisances au voisinage, le nouveau projet doit comporter des dispositions susceptibles de les faire disparaître ou de les réduire.

- Le projet assure une amélioration de l'aspect des constructions existantes et des espaces non construits, afin de mieux les intégrer à l'environnement
- Les affouillements et les exhaussements des sols, selon le code de l'urbanisme, à condition d'être liés aux travaux de construction ou à l'aménagement paysager des constructions ou installations autorisées dans la zone.
- Les aires de stationnement ouvertes au public dans la mesure d'un paysagement végétal et d'une bonne intégration au paysage urbain
- Les voies nouvelles dans la partie ouest de la rue de Ferrières (numéros pairs) sont autorisées dans la mesure où leur longueur n'excède pas 50 m depuis la rue.
- Dans la bande de constructibilité limitée n°3 figurant au plan de zonage les constructions autorisées sont limitées aux extensions* des constructions déjà existantes ou à leur reconstruction à l'identique dans la limite de leur de plancher initiale, aux abris de jardin*s et aux annexes*. L'emprise cumulée des nouvelles constructions ne pourra excéder 40 m² d'emprise au sol*, date d'approbation du PLU.
- Les extensions* et la réhabilitation des installations soumises à déclaration (au sens du code de l'environnement) à condition qu'elles soient par leur destination liée à l'activité urbaine et que soient prises toutes les dispositions nécessaires pour qu'elles n'entraînent pas de risques ou de nuisances.

SECTION 2 – CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE UD 3 ACCÈS* ET VOIRIE

Pour être constructible, tout terrain doit présenter un accès* sur une voie publique ou privée ouverte à la circulation et en état de viabilité.

Tout terrain devra avoir un accès* satisfaisant aux exigences de sécurité, de défense incendie et de protection civile et présenter un accès* répondant à la règle suivante :

- Accès* par une chaussée d'une largeur minimum de 3m

Tout terrain enclavé, ne disposant pas d'accès* sur une voie publique ou privée, est inconstructible sauf si le propriétaire produit une servitude de passage suffisante pour un accès* véhicule, instituée par acte authentique ou par voie judiciaire en application de l'article 682 du Code Civil répondant aux caractéristiques précisées à l'alinéa 1er.

Le permis de construire peut être refusé ou notamment être subordonné à la limitation du nombre d'accès* lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies.

Les accès* doivent être adaptés au type d'occupation ou d'utilisation du sol envisagé et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Les voies nouvelles devront avoir des caractéristiques répondant à leur destination et à l'importance de leur trafic et comporter un cheminement piéton sécurisé. Des conditions particulières pourront être imposées en matière de tracé, de largeur ou de modalités d'exécution dans l'intérêt de la circulation, de l'utilisation de terrains riverains ou avoisinants ou en vue de leur intégration dans la voirie publique communale.

ARTICLE UD 4 LES RÉSEAUX

Eau potable

Toute construction ou installation nouvelle, qui par sa destination implique une utilisation d'eau potable doit être obligatoirement raccordée au réseau public.

Assainissement

- ***Eaux usées***

Toute construction ou installation nouvelle engendrant des eaux usées doit obligatoirement être raccordée au réseau public d'assainissement.

- ***Eaux pluviales***

Les aménagements réalisés dont les clôtures sur tout terrain doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur.

Lorsque qu'un système alternatif de gestion des eaux pluviales existe, toute construction ou installation nouvelle devra comporter un système de gestion alternative des eaux pluviales améliorant le débit de fuite et

devra être raccordée au réseau public ou privé alternatif (fossés, noues, bassins) existant. Voir plan en annexe.

Des dispositifs appropriés tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif peuvent être imposés afin de permettre la limitation des débits évacués et les traitements éventuels des eaux rejetées dans le réseau, sous réserve de la possibilité technique d'une infiltration n'entraînant pas des désordres sur les propriétés riveraines, technique à valider par une étude géotechnique adaptée.

Autres réseaux

- Gaz – Électricité – Téléphone – Télévision – Services numériques

Pour toute construction ou installation nouvelle, les branchements aux lignes de transports d'énergie ainsi qu'aux câbles téléphoniques seront enterrés.

Une antenne collective de télévision sera prévue pour les immeubles collectifs.

Les coffrets techniques et compteurs devront être intégrés aux murs de façades* ou dans un muret

Antennes relais téléphoniques

Elles devront être intégrées aux bâtiments* ou aux infrastructures présentes sur le site de façon à limiter au maximum leur impact visuel dans leur environnement proche et lointain.

ARTICLE UD 5 CARACTÉRISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé

ARTICLE UD 6 IMPLANTATIONS DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions et extensions* de bâtiment* devront être implantées :

- soit à l'alignement*
- soit avec un recul au minimum de 3 m de l'alignement* ou de la limite d'emprise des voies et emprises publiques.

Les constructions à usage de garages devront être implantées avec un recul minimum de 5m de l'alignement* ou de la limite d'emprise des voies privées ou publique qui les desservent.

Les abris de jardin* et les piscines devront être implantés en fond de parcelle. En cas d'impossibilité le recul sera de 1m minimum de l'alignement* ou de la limite d'emprise des voies ou emprises publiques.

Exceptions

Les règles de cet article concernant la zone et les secteurs ne s'appliquent pas :

- lorsqu'il s'agit de modifications, transformations ou extensions* de bâtiments* existants implantés avec un recul différent. Dans ce cas les extensions* pourront respecter le recul existant
- aux ouvrages enterrés : garages, rampes d'accès*, caves, etc...
- aux balcons, auvents*, saillies* en façades* sur rue
- aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif
- aux locaux destinés au stockage des déchets ménagers

ARTICLE UD 7 IMPLANTATIONS DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES* DU TERRAIN

Les constructions à l'exception des piscines doivent être édifiées :

- soit en retrait, dans ce cas une marge d'isolement sera appliquée
- soit sur l'une ou sur les 2 limites séparatives* latérales de propriété,

L'implantation doit tenir compte de l'orientation et de la topographie du terrain ainsi que des aménagements et des constructions existantes sur les parcelles voisines.

Règle générale applicable aux marges d'isolement*

La largeur (L) des marges d'isolement* est au moins égale à la moitié de la hauteur* (H/2) de la façade de la construction par rapport au niveau du terrain naturel au droit des limites séparatives* avec :

- un minimum de 3 m. pour les façades* aveugles ou comportant des baies* dont les allèges* se situent au-dessus d'1,80m
- un minimum de 4m pour les façades* comportant des baies* dont les allèges* se situent au-dessous de 1,80m

Exceptions

Les règles de cet article concernant la zone et les secteurs ne s'appliquent pas :

- aux modifications, transformations ou extensions* de bâtiments* existants dont l'implantation ne respectent pas les règles de la zone, sous réserve que les marges d'isolement* existantes ne soient pas diminuées
- aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif
- aux abris de jardin* qui pourront s'implanter à 1 m des limites séparatives*
- aux balcons, vérandas*, auvents*, saillies* en façades* qui pourront s'implanter à 1m des limites séparatives* latérales
- aux constructions de piscine qui doivent être édifiées en recul d'une distance horizontale de 1m minimum

ARTICLE UD 8 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIÉTÉ

Deux constructions non contiguës implantées sur une même propriété, doivent être à une distance l'une de l'autre au moins égale à la hauteur* de la plus élevée avec :

- un minimum de 3 m. pour les plans de façade* aveugles ou comportant des baies* dont les allèges* se situent au-dessus d'1,80m
- un minimum de 4m pour les plans de façade* comportant des baies* dont les allèges* se situent au-dessous de 1,80m

Exceptions

Les règles de cet article concernant la zone et les secteurs ne s'appliquent pas :

- aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif
- aux abris de jardin* qui doivent respecter par rapport à l'autre construction une distance au moins égale à la hauteur* de la façade de l'abri de jardin*
- aux balcons, vérandas*, auvents*, saillies* en façades*
- aux piscines

ARTICLE UD 9 EMPRISE AU SOL*

L'emprise au sol* ne devra pas excéder 40 % de la surface du terrain.

Exceptions

Les règles de cet article concernant la zone et les secteurs ne s'appliquent pas :

- aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif

ARTICLE UD 10 HAUTEUR* DES CONSTRUCTIONS

La hauteur* maximum des constructions, mesurée par façade ou plan de façade* à partir du sol naturel ne peut excéder R+1+C avec :

- 13 m jusqu'au faitage ou
- 10 m jusqu'à l'acrotère*

La hauteur* maximum des constructions, à usage d'hébergement hôtelier*, mesurée à partir du sol naturel ne peut excéder R+2+C avec :

- 14 m jusqu'au faitage ou
- 11m à l'acrotère*

Des dépassements ponctuels peuvent être autorisés pour les éléments techniques tels que souches de cheminées.

La hauteur* maximum autorisée pourra être revue à la baisse pour le maintien des cônes de visibilité du monument historique protégé

Exceptions

Les règles de cet article concernant la zone et les secteurs ne s'appliquent pas :

- aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif
- aux abris de jardin* dont la hauteur* totale ne pourra excéder 3m
- aux vérandas* dont la hauteur* ne pourra excéder le niveau du plancher haut de la construction sur laquelle elle s'adosse.

ARTICLE UD 11 ASPECT EXTÉRIEUR

Les constructions ou les installations à édifier ou à modifier, qui par leur situation, leurs dimensions ou leur aspect sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages sont interdites.

Les volumes des constructions doivent être simples, homogènes, en harmonie avec le tissu urbain existant et présenter des éléments nécessaires et indispensables à l'unité et à l'intégration dans ce tissu.

Les bâtiments* annexes**, les extensions* doivent être construits avec des matériaux en harmonie avec ceux du bâtiment* principal.

Les abris de jardin* devront être en bois ou similaire et de coloris foncés.

Les conceptions contemporaines marquées et de qualité sont autorisées sous réserve qu'elles s'intègrent au milieu environnant.

Aucune construction ou installation ne devra modifier le système existant de gestion alternative des eaux pluviales par obturation d'ouvrages et/ou remodelage des altimétries suite à la réalisation, d'une terrasse, annexe*, abri de jardin*, vérandas*, extensions*.

Les gouttières et les descentes d'eau devront être de couleur grise similaire au zinc.

La transformation des balcons et terrasses situés en étages* et donnant sur des voies et emprises publiques, en loggias ou vérandas* par fermeture en parois opaques ou transparentes est interdite. L'unité de façade doit être conservée.

Les toitures

A l'exception des vérandas*, les toitures à pentes des bâtiments* principaux doivent avoir des pentes comprises entre 35° et 45°.

En cas d'extension accolée au bâtiment* existant, la pente des toitures pourra être différente, dans ce cas elle devra s'intégrer au mieux aux pentes de toiture du bâtiment* existant comme à celles des toitures environnantes ;

Les installations pour l'exploitation de l'énergie solaire devront s'intégrer au mieux à la construction et être si possible sans débords par rapport aux pans de toiture.

La toiture devra être sans débord en pignon ;

Matériaux uniquement admis pour les toitures à pente :

- Tuiles plates en terre cuite ou similaire d'aspect tuile vieillie.
- Zinc en cas d'architecture contemporaine

Les ouvertures en toiture doivent respecter :

- Les dimensions, les proportions, le rythme et, pour les lucarnes*, la forme des lucarnes* présentes dans les toitures des constructions avoisinantes et du vieux village.
- La somme des largeurs ne devra pas excéder la moitié de la longueur de la toiture

- Les châssis de toit* devront être :
 - plus hauts que larges
 - contenus dans le plan des pans de toiture et leur emprise ne peut excéder le tiers de la largeur du pan de toiture au droit de la base du châssis
 - à au moins 1m du mur pignon le plus proche
 - formés d'une seule rangée sur le pan de toiture de la façade vue depuis le domaine public.

Sont interdits :

- Les chiens assis

Aspect extérieur des matériaux et des couleurs

Les matériaux et les couleurs doivent être en harmonie avec les lieux avoisinants.

Les constructions de vérandas*, annexes**, extensions*, garages doivent en harmonie avec les matériaux de la construction principale existante.

Il est notamment interdit de laisser en l'état tout matériau destiné à être recouvert par un parement quelconque (enduit, peinture, etc...).

En cas de ravalement de façade : les teintes doivent être en cohérence avec l'environnement existant.

Les clôtures

Les clôtures en bordure de voie avoir une hauteur* maximum de 1,80m.

Elles devront être constituées par :

- soit de murets en harmonie avec les constructions existantes
- soit de grilles du modèle « Bussy »* ou similaire annexé au présent règlement
- soit de grillages rigides implantés directement dans le sol, doublés de haies bocagères

Clôture, portail et portillon devront être en harmonie tant sur les matériaux que les coloris

Les clôtures sur les limites séparatives* ne devront pas dépasser 1,50 m. Elles seront constituées de :

- grillage de couleur vert doublé de haie bocagère ou de panneaux de bois ou de plastique vert

En cas de système alternatif de gestion des eaux pluviales, la clôture sera de préférence végétale et ne devra en aucun cas modifier le système existant : comme par exemple, obturation des noues, modification des altimétries, plantations dans les tranchées drainantes, etc

Les vérandas*

Elles devront par leur toiture et leurs 3 façades* à être intégré au paysage urbain du quartier dans lequel elles s'insèrent tant du point de vue des matériaux de façades* et de menuiserie que du point de vue des coloris.

Elles devront être constituées par

- un mur aveugle lorsqu'elles sont construites en limite séparative,
- 80% de vitrage et
- soit par des murets d'une hauteur* maximale de 0,20m calculé par rapport au niveau intérieur du rez-de-chaussée, surmontés de vitrage
- soit par des vitrages toute hauteur*

Exceptions

Les règles de cet article concernant la zone et les secteurs ne s'appliquent pas :

- aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif

Les installations diverses

Les installations techniques du type citernes à gaz liquéfié ou à mazout ou autres seront implantées de telle manière qu'elles ne soient pas visibles depuis le domaine public

Les antennes paraboliques doivent seront implantées de telle manière qu'elles ne soient pas visibles depuis le domaine public si possible sinon elles devront être masqué par un écran végétal.

ARTICLE UD 12 STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

Dans les constructions de plus de 10 logements, les deux tiers au moins des places de stationnement à réaliser devront se situer à l'intérieur des constructions.

Les équipements publics* devront prévoir le nombre d'emplacements de stationnement nécessaires à leur bon fonctionnement.

Les normes de stationnement

Nature de la construction Construction destinée à :	Nombre de places imposé <u>véhicules</u>	Nombre de places imposé <u>Vélos avec 1 place = 1m2 surface de plancher*</u>
<p>l'habitation*</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les constructions dont la surface bâtie est inférieure à 200m2 surface de plancher*: - Pour les constructions dont la surface bâtie est supérieure à 200m2 surface de plancher* - Logement social* - Hébergement : foyer, étudiants, jeunes actifs, résidence séniors... 	<ul style="list-style-type: none"> - 2 places dont 1 place couverte - 1,5 places dont 1 place couverte - 1 place par logement - 1 place pour 3 logements 	<ul style="list-style-type: none"> - 1 place - 1 place - 1 place - 1 place pour 3 logements
<p>bureaux*</p> <ul style="list-style-type: none"> - Jusqu'à 100m2 surface de plancher* - Au-delà de 100m2 surface de plancher* 	<ul style="list-style-type: none"> - 1 place par 50 m2 de surface de plancher* - 2,5 places par tranche de 100m2 surface de plancher* 	<ul style="list-style-type: none"> - 1 place par 50m2 surface de plancher* - 1 place par 50m2 surface de plancher*
<p>commerces</p> <p>Cas particuliers : foisonnement possible voir ci-dessous</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 2,5 places par tranche de 100 m2 de surface de plancher* 	<ul style="list-style-type: none"> - Cinéma : 1 place pour 100 places assises minimum de 20 places pour les centres commerciaux et/ou retailpark
<p>l'artisanat*</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 1,5 place par 100 m² surface de plancher* 	<ul style="list-style-type: none"> - 2 places 100m2 surface de plancher*
<p>équipements publics* ou d'intérêt collectif</p>	<p>Nombre de places correspondant aux besoins des constructions</p>	<p>Nombre de places correspondant aux besoins des constructions</p>

NB : Arrondi des calculs par excès

En cas d'impossibilité de réaliser tout ou partie des places de stationnement nécessaires sur le terrain pour des raisons techniques, le constructeur peut être autorisé, sur demande justifiée de sa part, à ce que les places manquantes soient réalisées sous l'une des formes suivantes :

- réalisation de places de stationnement sur un terrain situé dans le voisinage immédiat à moins de 300 m des constructions pour lesquelles ces places sont nécessaires

- acquisition de places de stationnement dans un parc privé situé dans le voisinage immédiat à moins de 300 m des constructions pour lesquelles ces places sont nécessaires
- concession de 15 ans minimum dans un parc public de stationnement situé dans le voisinage immédiat à moins de 300 m des constructions pour lesquelles ces places sont nécessaires

Ces solutions de remplacement sont admises à condition que l'insuffisance de stationnement sur le terrain supportant les constructions ne soit pas susceptible, compte tenu de sa situation, de créer une gêne pour la circulation ou de susciter un stationnement excessif sur la voie publique.

Conformément au décret n° 2011-873 du 25 juillet 2011, le pré-équipement de recharge pour véhicule électrique est obligatoire dans les constructions nouvelles équipées de places de stationnement couvertes ou, si elles sont non couvertes, d'accès* sécurisé. Ils devront également prévoir des espaces de stationnement sécurisés pour les vélos (cf. règles de stationnement p 137.).

ARTICLE UD 13 ESPACES LIBRES* ET PLANTATIONS

Aménagement des espaces libres*, plantations

- Les aires de stationnement collectif doivent s'intégrer à leur environnement par des plantations d'accompagnement dont 1 arbre de haute tige d'une taille minimale de 18/20 (périmètre du tronc à 1 m du sol) pour 4 places de stationnement.
- Les espaces restés libres après implantation des constructions, de leurs accès* et des aires de stationnements doivent faire l'objet d'un traitement paysager planté, comportant au moins un arbre de haute tige par 100 m² d'espace non construit. Les arbres et arbustes devront respecter les tranchées drainantes, les noues et les bassins de manière à ne pas modifier le système de gestion alternatif des eaux pluviales existant.
- Les espaces plantés devront représenter au moins 25% de la superficie du terrain et être conçus pour créer un prolongement naturel des espaces verts publics.
- Les aires de stockage seront masquées à la vue et traitées en continuité et en harmonie avec l'architecture du bâtiment* principal et avec le traitement paysager.

L'implantation des constructions nouvelles doit être choisie de façon à préserver la plus grande partie possible des plantations existantes de qualité.

